

1ère grosse délivrée à Koulongy Augustin ce 12/2/2007
Plus

KOULONY

N° 03/CA du Répertoire

N° 85-5/CA du Greffe

Arrêt du 18 janvier 2001

AFFAIRE : KOULONY Augustin

C/

Etat béninois

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance en date du 08 mars 1985 par laquelle KOULONY Augustin B.P. 870 Cotonou demande à la Haute Juridiction d'annuler le décret n° 80-163 du 17 janvier 1980 qui lui a infligé une exclusion temporaire d'emploi de 24 mois et un abaissement de deux (02) échelons conformément à l'ordonnance n° 76-9 du 09 février 1976 et en application de l'arrêté n° 0098/MTAS/DEP/S1-A du 21 janvier 1981 ;

Vu le mémoire ampliatif de KOULONY Augustin en date du 10 octobre 1989 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu la consignation constatée par reçu n° 63 du 26 avril

1985 ;

Où le Conseiller **André LOKOSSOU** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Norbert KASSA** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par requête en date du 08 mars 1985, KOULONY Augustin a demandé à la Cour Populaire Centrale d'annuler le décret n° 80-163 du 17 juin 1980 et les textes subséquents, lesquels lui ont infligé une exclusion temporaire

Notifié aux parties par L/N° 22/16-22/17-22/18/GCS
du 14/03/2004

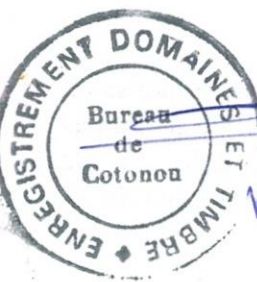
DE = gratis

Requêtes à Cotonou le 16/03/01

45 Case 1044-2

gratis

Ministère de l'Enregistrement



Amidatou M. SORU

d'emploi de 24 mois et un abaissement de deux (02) échelons conformément à l'ordonnance n° 76-9 du 09 février 1976 ;

Considérant que les développements du requérant visent à la réparation du préjudice subi du fait des sanctions à lui infligées ;

Considérant qu'il est reproché à KOULONY Augustin, ex Chef du District Rural d'Avrankou, le détournement d'une somme de quatre cent quarante neuf mille sept cent dix sept (449.717) francs dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ;

EN LA FORME

Considérant que le décret 81-257 du 25 août 1981 par lequel le Chef de l'Etat a créé « une Commission Spéciale chargée de vérifier les charges retenues contre le Camarade KOULONY Augustin, ex-Chef de District Rural d'Avrankou » a été pris postérieurement aux sanctions infligées et à la suite des démarches du requérant auprès du Chef de l'Etat aux fins de rapporter le décret querellé ;

Considérant que les démarches du requérant s'apparentent à un recours gracieux et qu'il y a lieu de les regarder comme telles ;

Considérant que si le recours contentieux est intervenu plus de trois années après le décret créant une nouvelle commission c'est simplement parce que cette nouvelle commission n'a jamais présenté son rapport et que la négligence de la commission à présenter son rapport ne saurait en rien préjudicier aux intérêts du requérant ;

Considérant en conséquence que le recours est introduit dans les forme et délai de la loi et qu'il y a lieu de l'accueillir favorablement ;

SUR LE FOND

Considérant que le requérant soutient que la Commission Ad'hoc prévue par l'Ordonnance 76-9 du 09 février 1976 ne l'a pas entendu et que malgré cette violation de l'article 11 de l'ordonnance précitée il a été sanctionné par le décret 80-163 du 17 juin 1980 ;

Handwritten signature or mark.

Considérant que l'examen du dossier de la présente procédure fait apparaître qu'un questionnaire en onze (11) point a été « adressé au Camarade Augustin KOULONY, ex-Chef du District d'Avrankou » par Odon Brice HOUNKANRIN, Inspecteur Général d'Etat, vice président de la Commission chargée de se saisir du dossier de l'affaire KOULONY ;

Considérant que ledit questionnaire versé au dossier par le requérant lui-même permet de relever que le souci de la Commission est de respecter les droits de la défense et les prescriptions de l'article 11 de l'ordonnance du 09 février 1976 ;

Considérant cependant que les sanctions édictées par le décret 80-163 du 17 juin 1980 sont des sanctions disciplinaires infligées sans le moindre respect des prescriptions prévues par le Statut des Agents Permanents de l'Etat au titre de l'ordonnance 79-31 du 04 juin 1979, laquelle ordonnance vise la loi fondamentale du 09 septembre 1977 ;

Considérant que cette loi fondamentale protège la présomption d'innocence et le droit à la défense ;

Considérant qu'il y a lieu de dire et juger que l'ordonnance 79-31 du 04 juin 1979 portant Statut des Agents Permanents de l'Etat a été violée en ses dispositions relatives aux sanctions disciplinaires notamment celles prescrites par l'article 137 relatives à la comparution devant le Conseil de discipline et à la communication au mis en cause de son dossier individuel ;

Considérant en conséquence qu'il y a lieu d'annuler le décret 80-163 du 17 juin 1980 pour non respect des règles de la procédure disciplinaire prévue par le Statut des Agents Permanents de l'Etat et de déclarer sans objet le décret 81-257 du 25 août 1981 ;

PAR CES MOTIFS

DECIDE

Article 1^{er} : Le recours de KOULONY Augustin est recevable.

Article 2 : Le décret 80-163 du 17 juin 1980 est annulé avec les conséquences de droit pour non respect de la procédure



disciplinaire mise en œuvre par l'ordonnance 79-31 du 04 juin 1979 portant Statut des Agents Permanents de l'Etat.

Article 3 : Le décret 81-257 du 25 août 1981 est déclaré sans objet.

Article 4 : Les frais sont mis à la charge du Trésor Public.

Article 5 : Notification de la présente décision sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Samson DOSSOUMON, Conseiller à la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

André LOKOSSOU }

et }

Joachim G. AKPAKA }

CONSEILLERS.

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix huit janvier deux mille un, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Norbert KASSA,

MINISTERE PUBLIC ;

Et de Maître **Irène Olga AÏTCHEDJI**,

GREFFIER.

Et ont signé

Le Président,



Le Rapporteur,



Le Greffier,

